

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4718

[2008/204798]

20 NOVEMBRE 2008. — Décret relatif à l'économie sociale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définition et champ d'application

Article 1^{er}. Par économie sociale, au sens du présent décret, on entend les activités économiques productrices de biens ou de services, exercées par des sociétés, principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations, dont l'éthique se traduit par l'ensemble des principes suivants :

- 1° finalité de service à la collectivité ou aux membres, plutôt que finalité de profit;
- 2° autonomie de gestion;
- 3° processus de décision démocratique;
- 4° primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus.

Par son action, elle permet d'amplifier la performance du modèle de développement socio-économique de l'ensemble de la Région wallonne et vise l'intérêt de la collectivité, le renforcement de la cohésion sociale et le développement durable.

Le Gouvernement peut, après avis du Conseil wallon de l'Economie sociale visé à l'article 4, préciser les principes visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 2. Dans le cadre défini à l'article 1^{er}, le Gouvernement utilise prioritairement les dispositifs suivants pour dynamiser les entreprises d'économie sociale :

- 1° le décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées;
- 2° le décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseils en économie sociale;
- 3° le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé "I.D.E.S.S.";
- 4° le champ d'intervention de la Société wallonne d'Economie sociale marchande, en abrégé : "SOWECSOM" tel qu'il est précisé par le Gouvernement;
- 5° le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24, et les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées et du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées.

Le Gouvernement peut également, après avis du Conseil wallon de l'Economie sociale visé à l'article 4, proposer la mise en œuvre d'actions et de projets spécifiques, éventuellement à l'aide des dispositifs visés à l'alinéa 1^{er}, dans des domaines ou secteurs particuliers.

Ces actions et projets doivent :

- 1° respecter les principes énoncés à l'article 1^{er};
- 2° s'inscrire dans une logique de partenariat avec les acteurs économiques traditionnels;
- 3° s'inscrire dans les politiques de développement socio-économique de la Région wallonne;
- 4° être générateurs de plus-values économiques et sociales;
- 5° promouvoir la citoyenneté économique.

Les entreprises d'économie sociale peuvent s'inscrire ou bénéficier des actions et de projets spécifiques visés à l'alinéa 2.

CHAPITRE II. — Représentation du secteur de l'économie sociale et reconnaissance des entreprises d'économie sociale

Art. 3. Le Gouvernement reconnaît une ou plusieurs association(s) sans but lucratif, qu'il désigne avec la mission d'assurer la représentation des entreprises d'économie sociale auprès du Gouvernement, du Conseil wallon de l'Economie sociale visé à l'article 4 et de toute autre instance de coordination des politiques économiques et sociales. Cette ou ces instance(s) de représentation ont également pour missions :

- 1° de mettre en place des outils de promotion et de valorisation des principes et objectifs de l'économie sociale;
- 2° de permettre au Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, d'assurer un processus de reconnaissance des entreprises d'économie sociale;
- 3° de permettre au Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, d'assurer un processus d'évaluation des entreprises d'économie sociale.

Ces missions sont confiées à cette ou ces instance(s) de représentation pour une durée de quatre ans renouvelable et sont précisées dans une convention selon les modalités définies par le Gouvernement.

Le Gouvernement désigne cette ou ces instance(s) de représentation, suite à une procédure de sélection qu'il organise dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent décret, sur la base de critères qu'il détermine lui permettant de s'assurer de :

- 1° la représentativité des entreprises d'économie sociale;
- 2° l'expérience dans le secteur de l'économie sociale;

3° la connaissance des dispositifs, des actions et projets spécifiques visés à l'article 2.

Le Gouvernement arrête les modalités d'octroi de subvention à cette ou ces association(s).

Art. 4. Il est institué, au sein du Conseil économique et social de la Région wallonne, un Conseil wallon de l'Économie sociale, ci-après dénommé le "C.W.E.S.", dont les missions sont de :

1° remettre, sur demande ou d'initiative, des avis au Gouvernement sur toute matière relative à l'économie sociale;

2° remettre, le cas échéant, au Gouvernement des avis sur la mise en œuvre d'actions et de projets spécifiques tels que visés à l'article 2 s'ils ont une certaine ampleur en termes de budget, de nombre d'entreprises d'économie sociale concernées et de ressort territorial;

3° remettre annuellement au Gouvernement un rapport d'évaluation globale sur l'exécution du présent décret et des dispositifs ou actions et projets spécifiques visés à l'article 2.

Art. 5. § 1^{er} Le C.W.E.S. est composé comme suit :

1° quatre membres effectifs et autant de suppléants représentant les organisations représentatives des employeurs;

2° quatre membres effectifs et autant de suppléants représentant les organisations représentatives des travailleurs;

3° huit membres effectifs et autant de suppléants représentant les entreprises d'économie sociale;

4° deux membres effectifs et autant de suppléants représentant les Services du Gouvernement wallon;

5° deux experts qui enseignent dans une université ou une haute école possédant une expertise en économie sociale et autant de suppléants.

§ 2. Les membres, et leurs suppléants, représentant les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs sont désignés par le Gouvernement sur liste double de candidats présentée par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Les membres, et leurs suppléants, représentant les entreprises d'économie sociale sont désignés par le Gouvernement sur proposition de la ou des instances de représentation visée(s) à l'article 3.

Les autres membres effectifs et leurs suppléants sont désignés par le Gouvernement sur proposition de leur mandant à l'exception des experts visés au paragraphe 1^{er}, 5°, qui sont désignés par les membres du C.W.E.S. qui ont voix délibérative.

Les membres visés au paragraphe 1^{er}, 4° et 5°, n'ont pas voix délibérative.

§ 3. Les dispositions visées à l'article 2 du décret du [...] portant rationalisation de la fonction consultative sont applicables au C.W.E.S.

CHAPITRE III. — *La Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale*

Art. 6. Il est institué une Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale, ci-après dénommée "la Commission". La Commission est chargée de :

1° remettre d'initiative ou sur demande tout avis sur l'exécution des décrets suivants :

a) le décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées;

b) le décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseils en économie sociale;

c) le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", en abrégé : "I.D.E.S.S.";

2° de remettre d'initiative ou sur demande un avis sur toute question relative aux entreprises d'insertion, aux agences-conseils en économie sociale ainsi qu'aux I.D.E.S.S.;

3° rendre, selon les modalités définies par le Gouvernement, un avis motivé sur l'octroi, le renouvellement, la suspension ou le retrait de l'agrément des entreprises concernées par les décrets visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1° à 3°.

Art. 7. § 1^{er}. La Commission est composée :

1° d'un président et d'un vice-président;

2° de quatre membres et de quatre suppléants représentant les organisations représentatives des travailleurs;

3° de quatre membres et de quatre suppléants représentant les organisations représentatives des employeurs;

4° de trois membres et de trois suppléants représentant le secteur de l'économie sociale;

5° d'un membre et d'un suppléant représentant l'ASBL Union des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne et la Fédération des C.P.A.S. de Wallonie;

6° d'un membre et d'un suppléant représentant la SOWECSOM;

7° d'un membre et d'un suppléant représentant l'Office wallon de l'Emploi et de la Formation;

8° d'un membre et d'un suppléant représentant l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, instituée par le décret du Conseil régional wallon du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

9° de deux représentants et de deux suppléants de l'Administration de la Région wallonne, assurant le secrétariat de la Commission.

§ 2. Le Gouvernement désigne et nomme le président et le vice-président.

Les membres et leurs suppléants, représentant les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs sont nommés par le Gouvernement sur liste double de candidats présentée par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Les membres représentant le secteur de l'économie sociale sont nommés par le Gouvernement sur proposition de la ou des instances représentatives visée(s) à l'article 3.

Les autres membres sont nommés par le Gouvernement sur proposition de leur mandant.

Seuls les membres visés au paragraphe 1^{er}, 2° à 5°, ont voix délibérative.

§ 3. Les dispositions visées à l'article 2 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative sont applicables à la Commission.

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives*

Section 1^{re}. — Dispositions modificatives du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées

Art. 8. A l'article 3, § 2, du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées, les mots "après avis de la Commission visée à l'article 4" sont remplacés par les mots "après avis de la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale visée à l'article 6 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale".

Art. 9. 1^o L'intitulé de la section 2 du même décret et les articles 4 à 6 de celle-ci sont abrogés.

2^o L'intitulé de la section 3 est abrogé et l'article 7 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 7. Le Gouvernement détermine la durée et la procédure d'octroi, de renouvellement, de la suspension et du retrait d'agrément.

Lorsqu'une entreprise d'insertion cesse de satisfaire à l'une des conditions énoncées à l'article 3, l'agrément peut être suspendu ou retiré.

Le Gouvernement détermine la procédure de recours en cas de suspension ou de retrait de l'agrément."

Art. 10. A l'article 9, § 4, 3^o, du même décret les mots "sur avis de la Commission" sont remplacés par les mots "après avis de la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale visée à l'article 6 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale".

Art. 11. A l'article 12, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "ainsi qu'à la Commission visée à l'article 4" sont remplacés par les mots "ainsi qu'à la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale visée à l'article 6 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale".

Section 2. — Dispositions modificatives du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseils en économie sociale

Art. 12. A l'article 1^{er}, du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseils en économie sociale, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le point 1^o, est complété par les mots "ou d'entreprises d'économie sociale relevant d'un des dispositifs visés à l'article 2 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale";

2^o le point 5^o est remplacé comme suit :

"5^o "Commission" : la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale visée à l'article 6 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale";

3^o le point 6^o est remplacé comme suit :

"6^o C.W.E.S. : le Conseil instauré par l'article 4 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale";

Art. 13. L'article 6 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 6. L'agrément est octroyé et renouvelé par le Gouvernement sur avis de la Commission.

L'agrément est suspendu ou retiré par le Gouvernement à son titulaire sur avis de la Commission si le présent décret et ses arrêtés d'exécution ne sont pas respectés. Le Gouvernement détermine la procédure d'octroi, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément, ainsi qu'une procédure de recours."

Art. 14. L'intitulé de la section III du même décret est remplacé comme suit :

"Section III. — Des procédures d'octroi, de renouvellement, de suspension, de retrait d'agrément et de recours".

Art. 15. Les articles 7, 9 et 10 du même décret sont abrogés.

Art. 16. L'intitulé de la section V et les articles 11 à 15 du même décret sont abrogés.

Art. 17. La section VI du même décret comprenant les articles 16 à 20 est abrogée.

Art. 18. A l'article 21, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "sur avis de la Commission d'agrément et de suivi" sont remplacés par les mots "sur avis de la Commission".

Art. 19. L'article 22, alinéa 1^{er}, 5^o, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"5^o disposer de l'avis de la Commission concernant l'octroi des subventions."

Art. 20. A l'article 25, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "Sur la base de l'avis de la Commission d'agrément et de suivi, et" sont remplacés par les mots "Sur la base de l'avis de la Commission,".

Art. 21. A l'article 26, du même décret, les mots "Toute demande de subvention doit être adressée à la Commission d'agrément et de suivi par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception." sont supprimés.

Art. 22. A l'article 28 du même décret, les mots "La Commission d'agrément et de suivi" sont remplacés par les mots "La Commission".

Section 3. — Dispositions modificatives du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", en abrégé : "I.D.E.S.S."

Art. 23. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o, du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", en abrégé : "I.D.E.S.S." est remplacé comme suit :

"7^o "Commission" : la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale visée à l'article 6 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale";

Art. 24. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 5. L'agrément de l'I.D.E.S.S. est octroyé et renouvelé par le Gouvernement sur avis de la Commission et selon les modalités qu'il détermine en tenant compte des principes de simplification administrative."

Art. 25. A l'article 8 du même décret les mots "la décision de la Commission est confirmée" sont remplacés par "la décision est réputée favorable".

Art. 26. L'intitulé de la section V du chapitre II du même décret et les articles 9 à 11 du même décret sont abrogés.

Section 4. — Dispositions modificatives du décret du 6 novembre 2008
portant rationalisation de la fonction consultative

Art. 27. A l'article 1^{er}, 2^o, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, les mots "Conseil wallon de l'Economie sociale marchande" sont remplacées par les mots "Conseil wallon de l'Economie sociale" et les mots "Commission d'agrément des entreprises d'insertion, Commission d'agrément des agences-conseils et Commission d'agrément des I.D.E.S.S." sont remplacés par les mots "Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale".

Art. 28. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret au plus tard le 1^{er} mars 2009.

Néanmoins, les articles 5, § 3, 7, § 3 et 28 n'entrent en vigueur qu'à la date d'entrée en vigueur du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, si celle-ci est postérieure à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 20 novembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 843 (2008-2009). N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 19 novembre 2008.

Discussion - Votes.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4718

[2008/204798]

20. NOVEMBER 2008 — Dekret über die Sozialwirtschaft (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Unter Sozialwirtschaft im Sinne vorliegenden Dekrets versteht man die Güter oder Dienstleistungen produzierenden wirtschaftlichen Tätigkeiten, die durch Gesellschaften, hauptsächlich Genossenschaften und/oder Gesellschaften mit sozialem Zweck, Vereinigungen, Krankenkassen oder Stiftungen ausgeübt werden, deren Ethik durch die Gesamtheit folgender Prinzipien gekennzeichnet ist:

1^o zum Zweck die Dienstleistung zugunsten der Gemeinschaft oder der Mitglieder eher als einen Erwerbszweck haben;

2^o Verwaltungsautonomie;

3^o demokratisches Beschlussfassungssystem;

4^o bei der Verteilung der Einkünfte den Personen und der Arbeit den Vorrang vor dem Kapital geben.

Durch ihre Aktion macht sie es möglich, die Leistung des sozial-wirtschaftlichen Entwicklungsmodells der Gesamtheit der Wallonischen Region zu erhöhen, und zielt sie auf das Interesse der Gemeinschaft, die Stärkung der sozialen Kohäsion und die nachhaltige Entwicklung.

Nachdem der in Artikel 4 erwähnte "Conseil wallon de l'Économie sociale" (Wallonischer Rat der Sozialwirtschaft) sein Gutachten abgegeben hat, kann die Regierung die in Absatz 1 erwähnten Prinzipien genauer festlegen.

Art. 2 - Innerhalb des in Artikel 1 bestimmten Rahmens wendet die Regierung vorrangig die folgenden Bestimmungen an, um die Sozialwirtschaftsunternehmen zu dynamisieren:

1^o das Dekret vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;

2^o das Dekret vom 27. Mai 2004 über die Beratungsgenturen in Sachen Sozialwirtschaft;

3° das Dekret vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform "I.D.E.S.S.";

4° der Beteiligungsbereich der "Société wallonne d'Economie sociale marchande" (Wallonische Gesellschaft für soziale Marktwirtschaft), in der Kurzform: "SOWECSOM", so wie durch die Regierung bestimmt;

5° das Dekret vom 6. April 1995 zur Eingliederung von Personen mit Behinderung, insbesondere Artikel 24, und die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 1996 zur Ausführung des Dekrets vom 6. April 1995 zur Eingliederung von Personen mit Behinderung und vom 7. November 2002 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Unternehmen für angepasste Arbeit.

Nachdem der in Artikel 4 erwähnte "Conseil wallon de l'Economie sociale" sein Gutachten abgegeben hat, kann die Regierung ebenfalls die Durchführung von spezifischen Aktionen und Projekten in besonderen Bereichen oder Sektoren vorschlagen, dies eventuell mit Hilfe der in Absatz 1 erwähnten Bestimmungen;

Diese Aktionen und Projekte müssen:

1° den in Artikel 1 erwähnten Prinzipien genügen;

2° sich einer Partnerschaftslogik mit den gewöhnlichen wirtschaftlichen Akteuren anschließen;

3° sich den sozial-wirtschaftlichen Politiken der Wallonischen Region anschließen;

4° wirtschaftliche und soziale Mehrwerte generieren;

5° die wirtschaftliche Bürgerbeteiligung fördern.

Die Sozialwirtschaftsunternehmen können sich in Absatz 2 erwähnten Aktionen oder Projekten anschließen oder sie in Anspruch nehmen.

KAPITEL II — Vertretung des Sektors der Sozialwirtschaft und Anerkennung der Sozialwirtschaftsunternehmen

Art. 3 - Die Regierung anerkennt eine oder mehrere Vereinigungen ohne Erwerbszweck, die sie mit der Aufgabe bezeichnet, für die Vertretung der Sozialwirtschaftsunternehmen bei der Regierung, dem in Artikel 4 erwähnten "Conseil wallon de l'Economie sociale" und jeder anderen Instanz zur Koordinierung der wirtschaftlichen und sozialen Politiken zu sorgen. Diese Vertretungsinstanz(en) hat/haben ebenfalls zur Aufgabe:

1° die Mittel zur Förderung und Verwertung der Prinzipien und Zielsetzungen der Sozialwirtschaft einzusetzen;

2° es der Regierung möglich zu machen, ein Verfahren zur Anerkennung der Sozialwirtschaftsunternehmen gemäß den von ihr festgesetzten Modalitäten zu sichern;

3° es der Regierung möglich zu machen, ein Verfahren zur Bewertung der Sozialwirtschaftsunternehmen gemäß den von ihr festgesetzten Modalitäten zu sichern.

Diese Aufgaben werden dieser oder diesen Vertretungsinstanz(en) für einen erneuerbaren Zeitraum von vier Jahren anvertraut und werden in einer Vereinbarung gemäß den von der Regierung festgesetzten Modalitäten angeführt.

Die Regierung bezeichnet diese Vertretungsinstanz(en) aufgrund eines Auswahlverfahrens, das sie innerhalb von zwei Monaten nach dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets organisiert, auf der Grundlage von Kriterien, die sie bestimmt und mittels deren sie das Folgende prüfen kann:

1° die Repräsentativität der Sozialwirtschaftsunternehmen;

2° die Erfahrung im Bereich der Sozialwirtschaft;

3° die Kenntnis der spezifischen Bestimmungen, Aktionen und Projekte, die in Artikel 2 erwähnt werden.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse an diese Vereinigung(en) fest.

Art. 4 - Im "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region) wird ein "Conseil wallon de l'Economie sociale" eingerichtet, weiter unter "C.W.E.S." genannt, dessen Aufgaben darin bestehen:

1° auf Anfrage oder eigene Initiative der Regierung Gutachten über jede mit der Sozialwirtschaft verbundene Angelegenheit zu übermitteln;

2° der Regierung gegebenenfalls Gutachten über die Ausführung von spezifischen, wie in Artikel 2 erwähnten Aktionen und Projekten zu übermitteln, wenn sie in Sachen Haushalt, Anzahl der betroffenen Sozialwirtschaftsunternehmen und gedecktes Gebiet eine bestimmte Größe erreichen;

3° jährlich der Regierung einen globalen Bewertungsbericht über die Ausführung vorliegenden Dekrets und der in Artikel 2 erwähnten spezifischen Bestimmungen oder Aktionen zu übermitteln.

Art. 5 - § 1. Der "C.W.E.S." setzt sich wie folgt zusammen:

1° vier effektive Mitglieder und ebenso viele Stellvertreter, die die repräsentativen Arbeitgeberorganisationen vertreten;

2° vier effektive Mitglieder und ebenso viele Stellvertreter, die die repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vertreten;

3° acht effektive Mitglieder und ebenso viele Stellvertreter, die die Sozialwirtschaftsunternehmen vertreten;

4° zwei effektive Mitglieder und ebenso viele Stellvertreter, die die Dienststellen der Wallonischen Regierung vertreten;

5° zwei Sachverständige, die auf einer Universität oder einer Hochschule unterrichten und über ein Know-How in Sozialwirtschaft verfügen und ebenso viele Stellvertreter.

§ 2. Die Mitglieder und ihre Stellvertreter, die die repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen und Arbeitgeberorganisationen vertreten, werden durch die Regierung auf einer doppelten Liste von Kandidaten, die durch den "Conseil économique et social de la Région wallonne" vorgestellt wird, bezeichnet.

Die die Sozialwirtschaftsunternehmen vertretenden Mitglieder und ihre Stellvertreter werden durch die Regierung auf Vorschlag der in Artikel 3 erwähnten Vertretungsinstanz(en) bezeichnet.

Die anderen effektiven Mitglieder und ihre Stellvertreter werden durch die Regierung auf Vorschlag ihres Vollmachtgebers bezeichnet, dies mit Ausnahme der in § 1, 5° erwähnten Sachverständigen, die durch die Mitglieder des "C.W.E.S.", die über eine beschließende Stimme verfügen, bezeichnet werden.

Die in § 1, 4° und 5° erwähnten Mitglieder haben keine beschließende Stimme.

§ 3. Die in Artikel 2 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion angeführten Bestimmungen sind auf den "C.W.E.S." anwendbar.

KAPITEL III. — *Der Beratungs- und Zulassungsausschuss für die Sozialwirtschaftsunternehmen*

Art. 6 - Ein Beratungs- und Zulassungsausschuss für die Sozialwirtschaftsunternehmen, weiter unten "der Ausschuss" genannt, wird eingerichtet. Der Ausschuss wird damit beauftragt:

1° auf eigene Initiative oder Anfrage jegliches Gutachten über die Ausführung der folgenden Dekrete abzugeben:

a) das Dekret vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;

b) das Dekret vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft;

c) das Dekret vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform: "I.D.E.S.S.";

2° auf eigene Initiative oder auf Anfrage ein Gutachten über jegliche Angelegenheit bezüglich der Eingliederungsbetriebe, der Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft sowie der "I.D.E.S.S." abzugeben;

3° ein mit Gründen versehenes Gutachten über die Gewährung, die Erneuerung, die Aufhebung oder den Entzug der Zulassung der durch die in Artikel 2, Absatz 1, 1° bis 3° erwähnten Dekrete betroffenen Unternehmen gemäß den durch die Regierung bestimmten Modalitäten abzugeben.

Art. 7 - § 1. Der Ausschuss setzt sich wie folgt zusammen:

1° ein Vorsitzender und ein stellvertretender Vorsitzender;

2° vier effektive Mitglieder und vier Stellvertreter, die die repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen vertreten;

3° vier effektive Mitglieder und vier Stellvertreter, die die repräsentativen Arbeitgeberorganisationen vertreten;

4° drei Mitglieder und drei Stellvertreter, die den Sektor der Sozialwirtschaft vertreten;

5° ein Mitglied und ein Stellvertreter, die die VoE "Union des Villes, Communes et Provinces de Wallonie" (Vereinigung der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonie) und den Verband der ÖSHZ der Wallonie vertreten;

6° ein Mitglied und ein Stellvertreter, die die SOWECSOM vertreten;

7° ein Mitglied und ein Stellvertreter, die das Wallonische Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung vertreten;

8° ein Mitglied und ein Stellvertreter, die die wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen, die durch das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 6. April 1995 zur Eingliederung von Personen mit Behinderung geschaffen wurde, vertreten;

9° zwei Vertreter und zwei Stellvertreter der Verwaltung der Wallonischen Region, die sich um das Sekretariat des Ausschusses kümmern.

§ 2. Die Regierung bezeichnet und ernennt den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden.

Die Mitglieder und ihre Stellvertreter, die die repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen und Arbeitgeberorganisationen vertreten, werden durch die Regierung auf einer doppelten Liste von Kandidaten, die durch den "Conseil économique et social de la Région wallonne" vorgestellt wird, ernannt.

Die den Sektor der Sozialwirtschaft vertretenden Mitglieder werden durch die Regierung auf Vorschlag der in Artikel 3 erwähnten repräsentativen Vertretungsinstanz(en) ernannt.

Die anderen Mitglieder werden durch die Regierung auf Vorschlag ihres Vollmachtgebers ernannt.

Nur die in § 1, 2° bis 5° erwähnten Mitglieder verfügen über eine beschließende Stimme.

§ 3. Die in Artikel 2 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion angeführten Bestimmungen sind auf den Ausschuss anwendbar.

KAPITEL IV. — *Abänderungsbestimmungen*

Abschnitt 1 — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe

Art. 8 - In der französischen Fassung von Artikel 3, § 2 des Dekrets vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe wird der Wortlaut "après avis de la Commission visée à l'article 4" durch den Wortlaut "après avis de la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale visée à l'article 6 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale" ersetzt.

Art. 9 - 1° In der französischen Fassung werden die Überschrift des Abschnitts 2 desselben Dekrets und die Artikel 4 bis 6 desselben Abschnitts außer Kraft gesetzt.

2° In der französischen Fassung wird die Überschrift des Abschnitts 3 außer Kraft gesetzt und wird Artikel 7 desselben Dekrets durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 7. Le Gouvernement détermine la durée et la procédure d'octroi, de renouvellement, de la suspension et du retrait d'agrément.

Lorsqu'une entreprise d'insertion cesse de satisfaire à l'une des conditions énoncées à l'article 3, l'agrément peut être suspendu ou retiré.

Le Gouvernement détermine la procédure de recours en cas de suspension ou de retrait de l'agrément."

Art. 10 - In der französischen Fassung von Artikel 9, § 4, 3° desselben Dekrets wird der Wortlaut "sur avis de la Commission" durch den Wortlaut "après avis de la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale visée à l'article 6 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale" ersetzt.

Art. 11 - In der französischen Fassung von Artikel 12, § 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "ainsi qu'à la Commission visée à l'article 4" durch den Wortlaut "ainsi qu'à la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale visée à l'article 6 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale" ersetzt.

*Abschnitt 2 — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 27. Mai 2004
über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft*

Art. 12 - In Artikel 1 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft werden folgende Abänderungen angebracht:

1° in Punkt 1° wird zwischen das Wort "Unternehmen" und das Wort "besteht" der Wortlaut "oder aus Sozialwirtschaftsunternehmen, die unter eine der in Artikel 2 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft erwähnten Bestimmungen fallen," eingeschoben;

2° Punkt 5° wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"5° "Ausschuss": der in Artikel 6 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft erwähnte Beratungs- und Zulassungsausschuss für die Sozialwirtschaftsunternehmen".

3° Punkt 6° wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"6° C.W.E.S.: der durch Artikel 4 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft eingerichtete Rat,".

Art. 13 - Artikel 6 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 6 - Die Zulassung wird durch die Regierung auf Gutachten des Ausschusses gewährt und erneuert.

Die Zulassung wird durch die Regierung auf Gutachten des Ausschusses aufgehoben oder ihrem Inhaber entzogen, wenn das vorliegende Dekret und seine Durchführungserlasse nicht eingehalten werden. Die Regierung bestimmt das Verfahren zur Gewährung, zur Erneuerung, zur Aufhebung und zum Entzug der Zulassung sowie ein Einspruchsverfahren."

Art. 14 - Die Überschrift des Abschnitts III desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

*"Abschnitt III — Verfahren in Sachen Gewährung, Erneuerung, Aufhebung,
Entzug der Zulassung und in Sachen Einspruch".*

Art. 15 - Die Artikel 7, 9 und 10 desselben Dekrets werden außer Kraft gesetzt.

Art. 16 - Die Überschrift des Abschnitts V und die Artikel 11 bis 15 desselben Dekrets werden außer Kraft gesetzt.

Art. 17 - Der Abschnitt VI desselben Dekrets, der die Artikel 16 bis 20 enthält, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 18 - In Artikel 21, Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "auf Gutachten des Zulassungs- und Überwachungsausschusses" durch den Wortlaut "auf Gutachten des Ausschusses" ersetzt.

Art. 19 - Artikel 22, Absatz 1, 5° desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"5° über das Gutachten des Ausschusses betreffend die Gewährung der Zuschüsse verfügen."

Art. 20 - In Artikel 25, Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "Aufgrund des Gutachtens des Zulassungs- und Überwachungsausschusses und" durch den Wortlaut "Aufgrund des Gutachtens des Ausschusses" ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 26 desselben Dekrets wird der Wortlaut "Jeglicher Antrag auf Zuschüsse muss per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung an den Zulassungs- und Überwachungsausschuss gerichtet werden." gestrichen.

Art. 22 - In Artikel 28 desselben Dekrets wird der Wortlaut "Der Zulassungs- und Überwachungsausschuss" durch den Wortlaut "der Ausschuss" ersetzt.

Abschnitt 3 — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform: "I.D.E.S.S."

Art. 23 - In der französischen Fassung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform: "I.D.E.S.S.", wird Artikel 1, Absatz 1, 7° durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"7° "Commission": la Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale visée à l'article 6 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale;"

Art. 24 - Artikel 5 desselben Dekrets wird in der französischen Fassung durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 5. L'agrément de l'I.D.E.S.S. est octroyé et renouvelé par le Gouvernement sur avis de la Commission et selon les modalités qu'il détermine en tenant compte des principes de simplification administrative."

Art. 25 - In Artikel 8 der französischen Fassung desselben Dekrets wird der Wortlaut "la décision de la Commission est confirmée" durch den Wortlaut "la décision est réputée favorable" ersetzt.

Art. 26 - Die Überschrift des Abschnitts V des Kapitels II desselben Dekrets und die Artikel 9 bis 11 desselben Dekrets werden außer Kraft gesetzt.

*Abschnitt 4 — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 6. November 2008
zur Rationalisierung der Beratungsfunktion*

Art. 27 - In Artikel 1, 2° des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion wird der Wortlaut "Conseil wallon de l'économie sociale marchande (Wallonischer Rat der sozialen Marktwirtschaft)" durch den Wortlaut "Conseil wallon de l'économie sociale (Wallonischer Rat der Sozialwirtschaft)" und der Wortlaut "Commission d'agrément des entreprises d'insertion, Commission d'agrément des agences-conseils et Commission d'agrément des I.D.E.S.S. (Zulassungsausschuss der Eingliederungsbetriebe, Zulassungsausschuss der Beratungsagenturen und Zulassungsausschuss der Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste)" durch den Wortlaut "Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale (Beratungs- und Zulassungsausschuss der Sozialwirtschaftsunternehmen)" ersetzt.

Art. 28 - Die Regierung setzt das Datum für das Inkrafttreten vorliegenden Dekrets auf den 1. März 2009 spätestens fest.

Die Artikel 5, § 3, 7, § 3 und 28 treten jedoch erst am Datum des Inkrafttretens des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der beratenden Funktion in Kraft, wenn dieses nach dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Dekrets liegt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 20. November 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,

M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Sitzung 2008-2009.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 843 (2008-2009). Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 19. November 2008.

Diskussion - Abstimmung.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4718

[2008/204798]

20 NOVEMBER 2008. — Decreet betreffende de sociale economie (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving en toepassingsgebied*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder sociale economie de economische activiteiten die goederen of diensten voortbrengen en die uitgeoefend worden door vennootschappen, voornamelijk coöperatief en/of met sociale doeleinden, door verenigingen, ziekenfondsen of stichtingen waarvan de ethiek de vorm aanneemt van het geheel van de volgende principes :

- 1° dienstverlening aan de gemeenschap of aan de leden boven winst oogmerk;
- 2° beheersautonomie;
- 3° democratisch beslissingsproces;
- 4° personen en werk boven het kapitaal bij de verdeling van de inkomsten.

Door haar actie kan ze de prestatie van het model van sociaal-economische ontwikkeling van het geheel van het Waalse Gewest versterken en beoogt ze het belang van de gemeenschap, de versterking van de sociale cohesie en de duurzame ontwikkeling.

Na advies van de in artikel 4 bedoelde "Conseil wallon de l'Economie sociale" (Waalse Raad voor Sociale Economie) kan de Regering de in het eerste lid bedoelde principes nader bepalen.

Art. 2. In het in artikel 1 bepaalde kader gebruikt de Regering bij voorkeur de volgende beschikkingen om de sociale economiebedrijven te dynamiseren :

- 1° het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden;
- 2° het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie;
- 3° het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : "I.D.E.S.S.";
- 4° de inwerkingscyclus van de "Société wallonne d'Economie sociale marchande" (Waalse Maatschappij voor Sociale Markteconomie), afgekort : "SOWECSOM" zoals bepaald door de Regering;

5° het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid artikel 24, en de besluiten van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen en van 7 november 2002 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk.

Na advies van de in artikel 4 bedoelde "Conseil wallon de l'Economie sociale" kan de Regering ook de uitvoering van specifieke acties en projecten, eventueel met behulp van de in het eerste lid bedoelde beschikkingen, in bijzondere domeinen of sectoren voorstellen.

Die acties en projecten moeten :

- 1° de in het eerste lid bedoelde principes naleven;
- 2° in een logica van partnerschap met de traditionele economische actoren kaderen;
- 3° in de beleidsvormen van sociaal-economische ontwikkeling van het Waalse Gewest kaderen;
- 4° economische en sociale meerwaarden opwekken;
- 5° het economische burgerschap bevorderen.

De sociale economiebedrijven kunnen in de in het tweede lid bedoelde specifieke acties en projecten kaderen of laatstgenoemden genieten.

HOOFDSTUK II. — Vertegenwoordiging van de sector van de sociale economie en erkenning van de sociale economiebedrijven

Art. 3. De Regering erkent één of meer vereniging(en) zonder winstoogmerk die ze aanwijst en belast met de opdracht om de sociale economiebedrijven te vertegenwoordigen bij de Regering, van de in artikel 4 bedoelde "Conseil wallon de l'Economie sociale" en van elke andere instantie voor de coördinatie van de economische en sociale beleidsvormen. Deze vertegenwoordigingsinstantie(s) heeft (hebben) ook de volgende opdrachten :

1° middelen treffen voor de bevordering en de nuttige toepassing van de principes en doelstellingen van de sociale economie;

2° de Regering volgens de door haar bepaalde modaliteiten in staat stellen een proces te waarborgen voor de erkenning van de sociale economiebedrijven;

3° de Regering volgens de door haar bepaalde modaliteiten in staat stellen een proces te waarborgen voor de evaluatie van de sociale economiebedrijven.

Deze opdrachten worden toevertrouwd aan die vertegenwoordigingsinstantie(s) voor een verlengbare termijn van vier jaar en worden in een overeenkomst bepaald volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

De Regering wijst die vertegenwoordigingsinstantie(s) aan volgens een selectieprocedure die ze binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit decreet organiseert op basis van de criteria die ze bepaalt, waarbij ze zich kan vergewissen van :

- 1° de representativiteit van de sociale economiebedrijven;
- 2° de ervaring in de sector van de sociale economie;
- 3° de kennis van de beschikkingen, van de in het tweede lid bedoelde specifieke acties en projecten.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van een toelage aan die vereniging(en).

Art. 4. Binnen de "Conseil économique et social de la Région wallonne" wordt een "Conseil wallon de l'Economie sociale" opgericht, hierna de "C.W.E.S." genoemd, die de volgende opdrachten heeft :

1° op verzoek of op eigen initiatief adviezen uitbrengen aan de Regering over elke aangelegenheid betreffende de sociale economie;

2° in voorkomend geval adviezen uitbrengen aan de Regering over de uitvoering van specifieke acties en projecten zoals bedoeld in artikel 2 als ze een zekere omvang hebben wat betreft de begroting, het aantal betrokken sociale economiebedrijven en het ambtsgebied;

3° een globaal evaluatieverslag over de uitvoering van dit decreet en van de beschikkingen of specifieke acties en projecten bedoeld in artikel 2 jaarlijks overmaken aan de Regering.

Art. 5. § 1. De "C.W.E.S." bestaat uit :

1° vier gewone leden en evenveel plaatsvervangers die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen;

2° vier gewone leden en evenveel plaatsvervangers die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

3° acht gewone leden en evenveel plaatsvervangers die de sociale economiebedrijven vertegenwoordigen;

4° twee gewone leden en evenveel plaatsvervangers die de Diensten van de Waalse Regering vertegenwoordigen;

5° twee deskundigen die in een Universiteit of een Hogeschool doceren en die een expertise hebben in sociale economie en evenveel plaatsvervangers.

§ 2. De leden en hun plaatsvervangers, die de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties vertegenwoordigen, worden door de Regering aangewezen op een dubbellijst kandidaten voorgedragen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne".

De leden en hun plaatsvervangers, die de sociale economiebedrijven vertegenwoordigen, worden door de Regering aangewezen op de voordracht van de in artikel 3 bedoelde vertegenwoordigingsinstantie(s).

De overige gewone leden en hun plaatsvervangers worden door de Regering aangewezen op de voordracht van hun opdrachtgever met uitzondering van de in § 1, 5°, bedoelde deskundigen die door de leden van de "C.W.E.S." met raadgevende stem worden aangewezen.

De in § 1, 4° en 5° bedoelde leden zijn niet stemgerechtigd.

§ 3. De in artikel 2 van het decreet van [...] tot rationalisering van de adviesfunctie zijn toepasselijk op de "C.W.E.S."

HOOFDSTUK III. — *De advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven*

Art. 6. Er wordt een advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven, hierna de "Commissie" genoemd, opgericht. De Commissie heeft de volgende opdrachten :

1° op verzoek of op eigen initiatief elk advies uitbrengen over de uitvoering van de volgende decreten :

a) het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden;

b) het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie;

c) het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : "I.D.E.S.S.";

2° op eigen initiatief of op verzoek een advies uitbrengen over elke vraag betreffende de invoegbedrijven, de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie alsmede over de "I.D.E.S.S.";

3° volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten een met redenen omkleed advies uitbrengen over de toekenning, de verlenging, de schorsing of de intrekking van de erkenning van de bij de decreten bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1° tot 3°, betrokken bedrijven.

Art. 7. § 1. De Commissie bestaat uit :

1° een voorzitter en een ondervoorzitter;

2° vier leden en vier plaatsvervangers die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen;

3° vier leden en vier plaatsvervangers die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen;

4° drie leden en drie plaatsvervangers die de sector van de sociale economie vertegenwoordigen;

5° een lid en een plaatsvervanger die de "Union des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Unie van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) en het "Fédération des C.P.A.S. de Wallonie" (Verbond van de O.C.M.W.'s van het Waalse Gewest) vertegenwoordigen;

6° een lid en een plaatsvervanger die de "SOWECSOM" vertegenwoordigen;

7° een lid en een plaatsvervanger die de "Office wallon de l'Emploi et de la Formation" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) vertegenwoordigen;

8° een lid en een plaatsvervanger die het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), ingesteld bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 april 1995 betreffende de integratie van de gehandicapte personen, vertegenwoordigen;

9° twee vertegenwoordigers en twee plaatsvervangers van het Bestuur van het Waalse Gewest die het secretariaat van de Commissie waarnemen.

§ 2. De Regering wijst de voorzitter en de ondervoorzitter aan.

De leden en hun plaatsvervangers, die de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties vertegenwoordigen, worden door de Regering benoemd op een dubbellijst kandidaten voorgedragen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne".

De leden en hun plaatsvervangers, die de sector van de sociale economie vertegenwoordigen, worden door de Regering benoemd op voorstel van de in artikel 3 bedoelde vertegenwoordigingsinstantie(s).

De overige leden worden door de Regering benoemd op voorstel van hun lastgever.

Alleen de in § 1, 2° tot 5°, bedoelde leden zijn niet stemgerechtigd.

§ 3. De in artikel 2 van het decreet van 6 november 2008 tot rationalisering van de adviesfunctie zijn toepasselijk op de Commissie.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingsbepalingen*

Afdeling 1. — Bepalingen tot wijzigingen van het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden

Art. 8. In artikel 3, § 2, van het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden de bewoordingen "na advies van de Commissie bedoeld in artikel 4" vervangen door de bewoordingen "na advies van de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven" bedoeld in artikel 6 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie".

Art. 9. 1° Het opschrift van afdeling 2 van hetzelfde decreet en de artikelen 4 tot 6 ervan worden opgeheven.

2° Het opschrift van afdeling 3 wordt opgeheven en artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 7. De Regering bepaalt de duur en de procedure m.b.t. de toekenning, de verlenging, de schorsing en de intrekking van de erkenning.

Wanneer een inschakelingsbedrijf ophoudt één van de in artikel 3 bedoelde voorwaarden te vervullen, kan de erkenning geschorst of ingetrokken worden.

De Regering bepaalt de beroepsprocedure in geval van schorsing of intrekking van de erkenning”.

Art. 10. In artikel 9, § 4, 3^o, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen “na advies van de Commissie” vervangen door de bewoordingen “na advies van de Commissie bedoeld in artikel 4” vervangen door de bewoordingen “na advies van de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven bedoeld in artikel 6 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie”.

Art. 11. In artikel 12, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen “alsook aan de Commissie bedoeld in artikel 4” vervangen door de bewoordingen “alsook aan de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven bedoeld in artikel 6 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie.”

Afdeling 2. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie

Art. 12. In artikel 1 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o punt 1 wordt aangevuld met de bewoordingen “of sociale economiebedrijven die behoren bij één van de beschikkingen bedoeld in artikel 2 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie”;

2^o punt 5^o wordt vervangen als volgt :

“5^o “Commissie” : de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven bedoeld in artikel 6 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie”.

3^o punt 6^o wordt vervangen als volgt :

“6^o “C.W.E.S.” : de Raad ingevoegd bij artikel 4 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie”;

Art. 13. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

“Art. 6. De erkenning wordt door de Regering toegekend en verlengd na advies van de Commissie.

De erkenning wordt door de Regering en na advies van de Commissie geschorst of aan haar houder ingetrokken als dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten niet nageleefd worden. De Regering bepaalt de procedure m.b.t. de toekenning, de verlenging, de schorsing en de intrekking van de erkenning alsmede een beroepsprocedure”.

Art. 14. Het opschrift van afdeling III van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Afdeling III — De procedures m.b.t. de toekenning, de verlenging, de schorsing en de intrekking van de erkenning en de beroepsprocedures”.

Art. 15. De artikelen 7, 9 en 10 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 16. Het opschrift van afdeling V en de artikelen 11 tot 15 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 17. De afdeling VI van het decreet dat de artikelen 16 tot 20 wordt opgeheven.

Art. 18. In artikel 21, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de bewoordingen “na advies van de erkennings- en opvolgingscommissie” vervangen door de bewoordingen “na advies van de Commissie”.

Art. 19. Artikel 22, eerste lid, 5^o van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

“5^o beschikken over het advies van de Commissie over de toekenning van de subsidies.”

Art. 20. In artikel 25, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de bewoordingen “Op grond van het advies van de erkennings- en opvolgingscommissie” vervangen door de bewoordingen “Op grond van het advies van de Commissie”.

Art. 21. In artikel 26 van hetzelfde decreet vervallen de bewoordingen “Elke subsidieaanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de erkennings- en opvolgingscommissie gericht”.

Art. 22. In artikel 28 van het decreet worden de bewoordingen “De erkennings- en opvolgingscommissie” worden vervangen door de bewoordingen “De Commissie”.

Afdeling 3 — Bepalingen tot wijzigingen van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de “Initiatives de développement de l’emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale” (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : “I.D.E.S.S.”

Art. 23. Artikel 1, eerste lid, 7^o, van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de “initiatives de développement de l’emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale” (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : “I.D.E.S.S.” wordt vervangen als volgt :

“7^o “Commissie” : de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven bedoeld in artikel 6 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie”.

Art. 24. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

"Art. 5. De erkenning van de "I.D.E.S.S." wordt toegekend en verlengd door de Regering na advies van de Commissie en volgens de modaliteiten die ze bepaalt met inachtneming van de beginselen van de administratieve vereenvoudiging."

Art. 25. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de bewoordingen "wordt de beslissing van de Commissie bevestigd" vervangen door de bewoordingen "wordt de beslissing geacht gunstig te zijn".

Art. 26. Het opschrift van Afdeling V van hoofdstuk II van hetzelfde decreet en de artikelen 9 tot 11 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Afdeling 4. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 november 2008 tot rationalisering van de adviesfunctie

Art. 27. In artikel 1, 2^o, van het decreet van 6 november 2008 tot rationalisering van de adviesfunctie worden de bewoordingen "Conseil wallon de l'Economie sociale marchande" vervangen door de bewoordingen "Conseil wallon de l'Economie sociale" en worden de bewoordingen "Commission d'agrément des entreprises d'insertion, Commission d'agrément des agences-conseils et Commission d'agrément des I.D.E.S.S." vervangen door de bewoordingen "Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale".

Art. 28. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet uiterlijk op 1 maart 2009.

De artikelen 5, § 3, 7, § 3, en 28 treden evenwel slechts in werking op de datum van inwerkingtreding van het decreet van 6 november 2008 tot rationalisering van de adviesfunctie als die datum later is dan de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 november 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 843 (2008-2009). Nrs. 1 tot 3.

Volledig openbaar verslag, openbare vergadering van 19 november 2008.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4719

[2008/204765]

**12 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant le budget de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire pour l'année 2008**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980 et les lois modificatives;

Vu les articles 238 à 250 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 mai 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 2008;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le budget de fonctionnement de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire s'élève à 281.500 euros pour l'année 2008.